

de faux bulletins ont été mis dans les urnes électorales. Certains électeurs ont eu la franchise d'avouer qu'ils étaient fatigués d'avoir voté toute la journée. Un homme a déclaré avoir voté dix-sept fois contre la prohibition ; un autre disait : "le président du scrutin connaît notre opinion, et il mettra nos bulletins dans l'urne."

On devait savoir ce qui allait se passer dans Québec, car le gouvernement a concentré toutes ses forces dans cette province, y compris l'honorable ministre du Revenu de l'intérieur (sir Henri Joly de Lotbinière) le représentant du meilleur élément dans cette province, qui a néanmoins, consenti à parlé publiquement contre la prohibition. Si ceux qui ont mis cet article dans le programme étaient sincères, ils auraient dû être également sincères lorsqu'il s'est agi de voter ; mais il semblerait que pour conduire les affaires du pays, à présent, il faille un honnête homme associé à un méchant. Le méchant va au dehors et boit du whiskey avec les camarades, malheureusement, il y avait trop de méchants dans le cabinet, et on a jugé nécessaire de prendre des ministres parmi nos amis, pour lui donner un cachet de respectabilité. Il est étonnant comme les affaires marchent avec ces associés, chaque fois que la roue de fortune est mise en mouvement elle s'arrête exactement à l'endroit où ils le désirent.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Fisher) par ses discours sur cette question s'est mis en évidence et il était impossible de ne pas en conclure qu'il la considérait comme sérieuse. Si le peuple désire la prohibition, disait-il, qu'il vote pour, et il laissait entendre qu'elle serait accordée si elle était demandée par la majorité. Mais où est-il aujourd'hui pour défendre ses opinions ? Il devrait être ici. Quand même il serait un cultivateur pratique, ce n'est pas le temps de la moisson et, par ce temps froid, il n'est pas occupé à battre son blé.

M. CASGRAIN : Ils l'ont mis dans un entrepôt froid.

M. BRODER : Oui, et ces entrepôts ne servent pas tant à transporter les produits en Angleterre qu'à geler les principes de nos adversaires. Ils ont aussi mis au froid toutes les promesses qu'ils ont faites au pays, et elles vont geler à mort.

On nous a beaucoup parlé de ces entrepôts froids, comme s'il s'agissait d'une innovation du présent gouvernement. A les entendre on dirait qu'il n'y avait pas de glace dans le pays avant eux. Ils avaient pourtant été assez longtemps dans les froides régions de l'opposition pour en faire de la glace ; ils y ont été si longtemps qu'ils s'imaginent avoir le monopole de cette industrie, et pour se débarrasser de leur assortiment, ils ont adopté ce système et expédient toutes leurs promesses en entrepôt froid.

Je suis un prohibitionniste. J'ai combattu pour cette cause dans un temps où il y avait des risques politiques à courir, mais je suis fier de dire que je représente un comté où tout le monde a droit de penser et de parler comme il l'entend, et s'il arrivait que les électeurs désiraient un autre représentant, je me soumettrais à leur décision.

Dans la carrière d'un homme public, il arrive toujours un moment où il ne doit pas céder au courant populaire, il lui faut lutter courageusement et s'efforcer de diriger l'opinion populaire dans la bonne voie. Les libéraux n'ont pas eu ce courage. Aujourd'hui, ils ont peur de leur propres amis, et ils n'osent pas mettre à exécution une seule de leurs grandes promesses.

J'ajouterai que l'honorable premier ministre et ses collègues, par leur conduite, ont causé un tort considérable à la cause de la tempérance, en faisant croire au peuple que la seule chance d'obtenir la prohibition était de les porter au pouvoir. Beaucoup de citoyens sérieux, honnêtes et consciencieux se sont inféodés à ce parti, parce qu'il leur paraissait le plus apte à nous donner la prohibition. Mais aujourd'hui, ils s'aperçoivent que les idoles qu'ils ont adorées ont des pieds d'argile, et sont tombées en morceaux. Ils sont désappointés et ils ont droit de l'être. Le gouvernement ne peut pas échapper aux conséquences de ses actes et le peuple est assez intelligent pour lui demander compte de ses promesses. Il le pésera dans la balance politique et il le trouvera trop léger.

Je dirai quelques mots maintenant des négociations de Washington. Hier soir, l'honorable premier ministre s'est permis un jeu d'esprit sur le mot "cabinet." Je suppose qu'on ne peut pas tenir une séance du cabinet canadien dans un pays étranger, mais il ne niera pas que les ministres se sont réunis à New-York, et cela, un dimanche. Pourquoi ? Pour décider si les commissaires allaient revenir ou continuer à s'accrocher aux Yankees, je suppose.

Les ministres sont aussi allés à Montréal. On aurait dit qu'ils avaient peur que quelqu'un s'emparât du bureau de poste, s'ils n'eussent pas été là pour le garder. Cela me rappelle l'histoire d'un Irlandais, un de mes compatriotes, dont la situation financière, malheureusement, laissait à désirer. Il recevait la "Gazette" de Montréal depuis longtemps, mais devait \$15 pour abonnement à l'époque de la calomnie du Pacifique—je ne puis donner d'autre nom à cette affaire—les éditeurs lui adressèrent une lettre assez raide. C'était au moment où John Young et le secrétaire particulier d'Abbott avaient dérobé des lettres au bureau de poste. Mon ami répondit à M. Thomas White qu'il connaissait intimement : "Mon cher Tom—ci-inclus \$2. Je t'en enverrais plus, mais je me défie de John Young et du bureau de poste." De même les ministres se défiaient du bureau de poste, et ils sont allés le surveiller le dimanche. J'ignore s'il a été